

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/L-UNASUR-exige-des-Etats-Unis-qu-ils-retirent-leurs-bases-militaires-d-Amerique-Latine>

L'UNASUR exige des États-Unis qu'ils retirent leurs bases militaires d'Amérique Latine

- Empire et Résistance - Blocs régionaux - UNASUR -
Date de mise en ligne : dimanche 5 avril 2015

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

« L'Argentine représente une menace pour nous ». C'est en usant d'un argument semblable à celui du président Obama au sujet du Venezuela que Londres vient d'augmenter sa présence militaire dans les îles Malouines, en plein territoire argentin. María Cristina Perceval, ambassadrice de l'Argentine aux Nations Unies, a dénoncé cet acte hostile auprès du secrétaire général Ban Ki-moon, ainsi que du Comité Spécial de Décolonisation et du Groupe des 77 + la Chine : « Nous, qui ne sommes pas une menace, nous menacerions ceux qui de manière constante nous menacent. Nous défendons les principes de souveraineté, de dialogue et d'intégrité territoriale alors que le Royaume-Uni utilise ce thème comme un mécanisme dégradant dans sa politique intérieure. La voie de la violence n'a pas sa place dans une zone de paix et de coopération comme l'est l'Atlantique Sud. »

Parallèlement, dans le cadre de la contention des démocraties de gauche, les États-Unis renforcent leur présence militaire en Amérique latine. En février 2015, sous l'argument de « combattre le trafic de drogue et le terrorisme », le gouvernement péruvien a approuvé l'augmentation demandée par Washington d'une augmentation de son contingent de 125 à 3.200 marines en 2015, qui seront répartis dans les sept bases étasuniennes installées au Pérou. Le gouvernement péruvien - membre de « L'Alliance Pacifique » proche de Washington et dont font partie aussi le Chili, le Mexique et la Colombie - a également octroyé à la IVème Flotte trois ports pour qu'elle puisse héberger et ravitailler ses navires de guerre.

Par ailleurs, la base aérienne étasunienne de Soto Cano, au Honduras - que l'on appelle également « Palmerola » et qui se situe à 86 km de Tegucigalpa - a reçu ce mercredi le renfort d'une nouvelle unité spéciale. La base de Soto Cano, qui accueille en permanence un effectif de 500 à 600 soldats américains, va voir 250 marines supplémentaires s'ajouter à ces forces. Ils seront accompagnés d'au moins 4 hélicoptères lourds, et d'un catamaran amphibie à grande vitesse, conçu pour le transport de troupes et de matériel de port à port, dans le cadre de l'ouverture d'un théâtre d'opération militaire. La nouvelle unité sera définitivement opérationnelle entre juin et novembre.

Ces effectifs supplémentaires sont censés répondre « à une situation de crise ». Officiellement, leur mission consiste à collaborer avec l'armée hondurienne, améliorer sa formation, apporter une assistance humanitaire, et participer à des « opérations anti-drogue » (SPMAGTF-South). L'arrivée de cette nouvelle force est concomitante de la venue au Honduras de John Kelly, le chef du Commandement Sud de l'armée américaine, qui a participé à la Conférence sur la sécurité transnationale Centraméricaine. Les représentants et chefs des armées de 14 pays étaient présents, dont le Canada, le Mexique, la Colombie, la République Dominicaine, Haïti et le Costa Rica.

En 2009, le président de la République hondurienne -Manuel Zelaya- avait manifesté son intention de transformer Soto Cano en aéroport civil, avec le financement de l'ALBA (Alliance bolivarienne pour les Amériques). Cette décision avait été rejetée par l'ambassadeur des États-Unis au Honduras et peu après, en juin 2009, Manuel Zelaya avait été renversé par un coup d'État. Soto Cano - clé de voûte de la défense des intérêts américains dans la région - servit alors d'appui logistique pour l'arrestation et l'expulsion du territoire du président. En France le quotidien « Libération » , notamment, avait justifié ce coup d'État sous la plume de Gérard Thomas, avec l'argument que « Zelaya avait joué avec le feu ». Depuis, le Honduras a vu des centaines de militants des mouvements sociaux et des dizaines de journalistes assassinés sélectivement avec l'appui de formateurs de la police venus de Colombie et d'Israël, et Soto Cano est resté un aéroport militaire sous contrôle des États-Unis.

Par ailleurs, la sous-secrétaire d'État américaine à la Défense Mary Beth Long, a félicité les forces armées de Colombie d'avoir pris en compte la « menace » éventuelle que pourrait représenter le Venezuela, apportant ainsi une réponse à ceux qui se demandaient quelles seraient les missions futures d'une armée forte de 500 000 hommes, une fois résolu -par le biais d'un accord entre les parties- le conflit avec la guérilla colombienne.

La réponse de l'UNASUR

Dans ce contexte qui pourrait voir le décret du président Obama désignant le Venezuela comme « une menace extraordinaire et inhabituelle contre les États-Unis » se transformer en conflit armé, Ernesto Samper, le secrétaire général de l'UNASUR - qui regroupe les douze nations sud-américaines, a proposé lundi, l'élimination de toutes les bases militaires américaines implantées sur le territoire de l'Amérique latine, les considérant comme des anachronismes « de l'époque de la Guerre Froide ».

C'est dans la perspective du Sommet des Amériques qui se tiendra au Panama, les 10 et 11 avril prochains, que l'ex-président colombien Ernesto Samper a déclaré : « qu'il n'y ait plus de bases militaires nord-américaines en Amérique du Sud, constituerait un bon départ pour le nouvel agenda des relations à établir entre les USA et l'Amérique Latine ».

Opposant une fin de non recevoir aux mesures unilatérales prises par les USA à l'encontre du Venezuela, Samper considère qu'il serait temps de repenser les relations entre le Gouvernement des États-Unis et l'ensemble des pays de la région. En cela, la conférence qui se déroulera prochainement au Panama arrive à point nommé : « dans un monde globalisé comme le nôtre, il n'est pas possible de préconiser des règles du jeu pour l'économie à l'échelle mondiale, tout en imposant l'unilatéralisme dans le domaine politique. Aucun pays n'est en droit de juger de la conduite d'un autre, et moins encore de lui imposer des sanctions ou des pénalités pour son propre compte ». Ernesto Samper a condamné le fait qu'« un pays qui n'adhère pas formellement au système inter-américain de protection des Droits de l'Homme (Les États-Unis, NdT), s'érige en juge ».

Il a souligné que la rencontre entre le président de Cuba, Raul Castro, et son homologue nord-américain Barack Obama, est l'un des moments attendus de ce Sommet. Samper a également insisté sur le fait qu'il serait important de procéder à un tour d'horizon sur la nécessité de lever le blocus économique imposé à Cuba et qui reste en vigueur malgré les négociations actuelles. De plus, selon le secrétaire général de l'UNASUR, il faudra aborder d'« autres thèmes que ceux pour lesquels les USA manifestent un intérêt ».

... et des États-Unis

La sous-secrétaire d'État des États-Unis pour l'Amérique Latine, Roberta Jacobson, a déclaré ce vendredi être « déçue » par la réaction et le large soutien des pays latino-américains au Venezuela face aux sanctions et au décret adoptés par le président étasunien Barack Obama

Au terme de sa participation à une conférence au centre d'Études Brookings à Washington, dans laquelle elle a abordé le prochain Sommet des Amériques qui aura lieu à Panama les 10 et 11 avril, Jacobson a déclaré que « les mots sont importants, comme le ton sur lequel on dit ces mots. Le ton qu'utilisent maintenant les leaders latino-américains diabolise les États-Unis comme si c'était la source des problèmes du Venezuela alors que ce n'est pas le cas. Cela nous empêche d'avancer de façon pragmatique. J'ai été déçue qu'il n'y ait pas plus de pays qui défendent le fait que les sanctions n'étaient pas destinées à faire des dommages aux Vénézuéliens ou au gouvernement vénézuélien dans son ensemble » a expliqué la diplomate.

La sous-secrétaire d'État étasunienne a argumenté que les sanctions « contre certains fonctionnaires vénézuéliens ont été très spécifiques et que l'Administration Obama s'est refusée à prendre toute mesure tant qu'il y avait un espoir de dialogue entre le gouvernement de Nicolas Maduro et l'opposition. Mais il est arrivé un moment où on ne percevait pas de volonté claire de trouver des solutions qui iraient dans la bonne direction, nous avons vu encore plus d'arrestations et aucune libération importante. »

L'UNASUR exige des États-Unis qu'ils retirent leurs bases militaires d'Amérique Latine

Rappelons que suite à une énième tentative de coup d'État contre le gouvernement vénézuélien et le président Maduro, élu en 2013, plusieurs organisateurs du putsch - militaires et civils comme Antonio Ledezma - ont été arrêtés. Ils ont aussitôt été transformés en « prisonniers politiques » par des médias qui épousent la vision de la Maison Blanche et mettent en doute ou passent sous silence les actions violentes d'extrême-droite ou la préparation de coups d'État contre des démocraties de gauche en Amérique Latine, tels « Le Monde » ou « Libération » (France).

Sources :

- <http://www.telesurtv.net>,
- <http://www.resumenlatinoamericano.o...>
- <http://www.cubadebate.cu/noticias/2...>

Traduction : Jean-Marc del Percio

[Venezuela infos](#), 5 avril 2015